

Le Burundi intègre au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine

Barlamane, le 25 février 2025. L'Afrique du Sud intègre le Maroc, le Burundi et l'Ouganda aux  tats parties de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). L'Administration fiscale sud-africaine (SARS) a annoncé, le 21 février, une modification de l'annexe n 1 de la loi sur les douanes et accises de 1964, actant l'intégration du Maroc, du Burundi et de l'Ouganda en tant qu' tats parties de la ZLECAf. Cette révision, qui prend la forme d'une substitution au paragraphe 1 de la note générale O, marque une avancée significative dans le processus d'élargissement de cet espace économique commun.

Par cette décision, Pretoria officialise l'application des dispositions de la ZLECAf à ces trois pays, leur permettant ainsi de bénéficier des préférences tarifaires et des mécanismes de facilitation des échanges prévus par l'accord. Le Maroc, deuxième économie du continent hors hydrocarbures, confère une nouvelle ampleur à la mise en œuvre de ce grand projet d'intégration économique africaine. Cette annonce s'inscrit dans une démarche plus large pour  hancer les politiques douanières des  tats membres et à accélérer la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la ZLECAf. Elle reflète également une volonté de multiplier les flux commerciaux intra-africains en facilitant la circulation des biens et services entre les différentes parties prenantes. Pour rappel, la ZLECAf est entrée en vigueur en janvier 2021 avec pour objectif de créer un marché unique regroupant 54  tats africains, favorisant ainsi les échanges intracontinentaux et réduisant la dépendance des économies africaines aux marchés extérieurs. L'adhésion de nouveaux pays à cet espace économique commun constitue une étape cruciale dans la concrétisation de cette visée, dont l'efficacité repose sur la convergence r glementaire et l'élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires.

Rachid Maboudi